Nouvelles locales des mercredi 23 et jeudi 24 octobre 2013

@rib News, 24/10/2013~ Jeudi 24 octobre Politique- Le serment prÃ©parÃ© par le premier vice-prÃ©sident de la RÃ©publique mardi dernier contient une formule contraire Ã celle Ã©noncÃ©e dans la Constitution de la RÃ©publique du Burundi. Selon le prÃ©sident de la Cour constitutionnelle, il s'agit d'une erreur qui entache mÃªme la substance de ce serment et qui le prive de toute sa force. Charles Ndagijimana remarque que Bernard Busokoza a confondu le prÃ©sident de la RÃ©publique au peuple burundais en ce qui est de la dÃ©tention de la souverainetÃ© nationale. Il prÃ©cise donc que ce serment doit Ãªtre repris et prÃ©parÃ© conformÃ©ment Ã l'article 127 de la constitution. Il demande au premier vice-prÃ©sident d'attendre vous pour apposer une signature sur les actes qu'il devra signer puisque c'est le serment valable qui donne une force juridique Ã ces actes. Il reconnaÃ®t qu'il y a eu aussi une erreur d'inattention de la part de la Cour constitutionnelle pour n'avoir pas entendu sur place l'erreur dans les paroles du premier vice-prÃ©sident. [rpa/rtnb/bonesha/rtr/isanganiro]

- Le gouverneur de la province de Bururi vient de prendre la dÃ©cision de remplacer 11 conseillers communaux issus du FNL dans les communes de Rumonge, Burambi, Buyengero, Rutovu, Matana et Mugamba. S'appuyant sur la loi Ã©lectorale et sur la constitution de la RÃ©publique du Burundi, Glorioso Nimenya estime que ces conseillers n'ont plus le droit de continuer Ã siÃ©ger dans ces conseils communaux alors qu'ils ont Ã©tÃ© chassÃ©s de leur parti. Les concernés trouvent que cette mesure est illÃ©gale puisqu'ils n'ont pas quittÃ© le FNL. Ils prÃ©cisent toutefois qu'ils sont victimes d'insultes des leaders actuels de ce parti, reconnaissant Rwaswa comme Ã©tant le seul prÃ©sident de ce parti comme il a Ã©tÃ© Ã©lu par le congrÃ©s national. Ils considÃ©rent donc que cela n'est pas suffisant pour ne plus siÃ©ger aux conseils communaux et demandent le respect de la loi. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb]

Gouvernance - Selon une Ã©tude faite par l'association burundaise des consommateurs (ABUCO) en collaboration avec Transparency International, le Burundi est classÃ© en deuxiÃªme position parmi les pays les plus corrompus au sein de la communautÃ© est-africaine aprÃ©s l'Uganda. Selon cette Ã©tude, les services comme la police, la justice, le secteur minier et la douane sont les plus touchÃ©s. La mÃªme Ã©tude place le Rwanda Ã la tÃªte en ce qui est du pas franchi dans la lutte contre ce flÃ©au. PrÃ©cisons que cette Ã©tude a couvert la pÃ©riode depuis le mois d'Avril jusqu'au mois de Juillet de cette annÃ©e. [bonesha/rpa/isanganiro]

Economie - L'OBR a organisÃ© ce jeudi matin un cafÃ© de presse pour prÃ©senter son bilan du troisiÃªme trimestre de cette annÃ©e. Ce bilan, une somme de plus de 150 milliards a Ã©tÃ© collectÃ©e et cela reprÃ©sente une augmentation de plus de 6% par rapport aux prÃ©visions. Le commissaire adjoint de cet office a profitÃ© de cette occasion pour annoncer que l'OBR a respectÃ© la rÃ©glementation fiscale de la communautÃ© est-africaine dans le conflit qui l'oppose aux commerÃ§ants des pagnes du City Market et surtout dans la saisie de leurs marchandises. Le commissaire Domitien Ndiwokubwayo a affirmÃ© que l'OBR continuera Ã privilÃ©gier le dialogue avec ces commerÃ§ants de pagnes au marchÃ© dit chez Siyoni. PrÃ©cisÃ© qu'il serait bon que le dÃ©lai de 15 jours ouvrables Ã compter du 28 de ce mois ne s'Ã©coule sans que la problÃªme soit trouvÃ©e dÃ©finitivement. Il est confiant que le dialogue va tout rÃ©soudre avant la fin de cette pÃ©riode. Il a aussi promis que des enquÃªtes ont Ã©tÃ© entamÃ©es pour chercher les agents de cet office qui se rendent coupables de corruption et qui laissent passer des marchandises clandestinement ou qui facilitent des fausses dÃ©clarations de marchandises, et des sanctions sÃ©vÃ©res sont prÃ©vues. [bonesha/rtnb/rtr/rpa/isanganiro]

- Le ministÃ©re des finances annonce qu'une fois que la nouvelle constitution entrera en vigueur, l'annÃ©e fiscale va dÃ©sormais commencer au mois de juin. Selon le porte-parole de ce ministÃ©re, cela sera effectuÃ© dans le but de se conformer aux autres pays de la communautÃ© est-africaine dont les annÃ©es fiscales dÃ©butent au mÃªme mois. DÃ©sirÃ© Musharitse a annoncÃ© cela lors de ce cafÃ© de presse organisÃ© par l'OBR. [bonesha/rtr/rtnb/rpa/isanganiro]

SÃ©curitÃ© - Un fusil de type Kalachnikov, une grenade et 4 chargeurs ont Ã©tÃ© dÃ©couverts ce mercredi dans une Ã©table Ã vache appartenant Ã l'un des prÃ©sidents des rÃ©fugiÃ©s de Ruhororo dans la province de Ngozi. Le propriÃ©taire de cette Ã©table nie pourtant connaÃ®tre l'origine de ces armes. JÃ©rÃ©mie Bizimana pense plutÃ´t Ã un coup montÃ© de toutes piÃ©ces contre lui par des personnes de ce camp qui ne veulent pas de lui, l'accusant d'Ãªtre Imbonerakure. Il a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par la police et subit des interrogatoires au commissariat de la police judiciaire Ã Ngozi. [bonesha/rpa/isanganiro]

Justice - Le procÃ©s de l'ancien commissaire adjoint de la police Ã Gitega n'a pas eu lieu comme cela Ã©tait prÃ©vu Ã la cour d'appel de Gitega ce jeudi. L'avocat dÃ©fense a en effet adressÃ© une correspondance au prÃ©sident de cette juridiction pour lui signifier que son client est tombÃ© malade il y a deux jours et explique aussi par cette maladie soudaine le retard dans la transmission de cette lettre Ã la cour d'appel. En attendant la convalescence de l'accusÃ©, l'affaire a Ã©tÃ© remise au 16 janvier 2014. [bonesha/rpa/isanganiro/rtnb]

- Le groupe de rÃ©flexion sur la justice transitionnelle au Burundi trouve que le projet de loi sur la CVR est contre le rÃ©sultat des consultations nationales Ã ce sujet. Sylvain Ntakarutimana estime que la population avait Ã©mis le souhait de voir les hommes politiques relÃ©guÃ©s au dernier plan dans l'ordre d'importance des acteurs du processus de la justice transitionnelle ; prÃ©fÃ©rant ainsi les membres de la sociÃ©tÃ© civile et des confessions religieuses. Pourtant, il remarque que ce qui est en train d'Ãªtre fait est loin de cette rÃ©alitÃ© puisque cette sanction que la population donnÃ©e aux hommes politiques tend Ã ne pas Ãªtre respectÃ©e. Selon lui, si on passe outre les recommandations de la population, on risque d'aboutir Ã un rÃ©sultat tout Ã fait diffÃ©rent de celui escomptÃ© lors de la mise en place de cette justice et conseille donc de respecter cette volontÃ© populaire. [isanganiro]

Sport - L'Ã©quipe nationale Intamba mu Rugamba qui reprÃ©sentera le Burundi dans la compÃ©tition de la CECAFA depuis la fin du mois de novembre prochain et de la CHAN en Afrique du Sud au dÃ©but de l'annÃ©e prochaine a commencÃ© les entraÃªnements le 17 octobre de cette annÃ©e. Mais des problÃªmes ne manquent pas surtout que les joueurs n'ont reÃ§u un moyen de dÃ©placement juste hier. Ils n'ont plus de carburant pour se dÃ©saler pendant les entraÃªnements, pas de maillots de rechange ni de rafraÃ®chissement aprÃ©s l'entraÃªnement. De plus, l'entraÃªneur principal n'a pas de moyen de dÃ©placement. Les observateurs pensent que cette situation serait due au fait que c'est la pÃ©riode des Ã©lections au sein de la fÃ©dÃ©ration nationale de football et que tous les yeux sont braquÃ©s sur ces derniÃ©res. Pourtant, ils constatent que des efforts doivent Ãªtre consentis pour espÃ©rer un rÃ©sultat meilleur lors de ces deux compÃ©titions prochaines. [bonesha]

la constitution de la République du Burundi. Selon le constitutionnaliste Pascal Rwankara, le serment prêté par l'article 11 de la constitution n'est pas celui que Busokoza Bernard a prononcé. En effet, au lieu de prêter serment devant le peuple burundais seul détenteur de la souveraineté nationale comme cela est dit à l'article 106 de la constitution, il a prêté serment devant le président de la République qui n'est pas le détenteur de cette souveraineté. Selon donc lui, qu'il s'agisse d'une erreur ou qu'il l'ait fait sciemment, le serment est invalide aux yeux de la constitution. La sanction serait une invalidité de tous les actes qu'il aura accomplis. C'est le même point de François Bizimana ancien député Burundi au sein de l'EALA. Selon lui, le serment n'est pas valable devant la population et il devrait être repris. Il ajoute que si le serment est repris, cela ne sera pas une première au monde puisque même le président des Etats-Unis d'Amérique a répété son serment. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha] Justice - Alors que le procès en appel de Michel Nurweze dit Rwembe va reprendre à la cour d'appel de Gitega ce jeudi matin, le président de l'APRODH estime que le premier procès au tribunal de grande instance de Gitega a été caractérisé par des irrégularités surtout en ce qui est des témoins qui n'ont pas été protégés et qui n'ont pas par conséquent témoigné. De plus, Pierre Claver Mbonyumutwa la requalification des faits lui reprochés par le siège ne visait qu'à lui coller une infraction de loi inférieure à ce qu'il a commis afin qu'il ne soit pas viré de la police. Il demande à la cour d'appel de Gitega de prendre ses responsabilités et de réviser toutes ces irrégularités afin d'avoir un procès équitable à la grande satisfaction de la société en général et des victimes en particulier. [rpa]- Le président du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza est pointé du doigt comme voulant utiliser son influence afin de protéger certains membres de son parti surtout les Imbonerakure qui sont accusés de certains faits. En effet, selon des sources sur place, la permanence de ce parti dans la province de Bubanza est devenue comme un tribunal où le député Juvénal Havyarimana est le seul juge et à partir de laquelle, il prend des décisions visant à ordonner l'abandon des poursuites contre les Imbonerakure. La dernière victime de ces agissements des Imbonerakure est un militaire qui a été battu avec d'autres personnes par ces jeunes alors qu'il était dans un centre de Bubanza. Ce dernier a porté plainte au parquet de Bubanza et le jeune Imbonerakure cité devra comparaître malgré des tentatives de ce député de faire un règlement amiable afin d'éviter des poursuites contre la personne citée. [rpa/bonesha] Education - Selon la présidente du syndicat STEB, l'affectation des enseignants du secondaire vers l'école fondamentale est un signe de manque de planification en matière de l'éducation au Burundi. Eularie Nibizi trouve que cela est contre nature puisque les enseignants doivent dispenser des cours pour lesquels ils ne sont pas du tout qualifiés. Elle demande plutôt que les enseignants soient déployés en considération des disciplines et non des domaines. Elle trouve que c'est cela qui va au moins apporter une solution aussi petite soit-elle aux problèmes que les enseignants devront rencontrer. [rtr/isanganiro]- Le FORSC constate que les autorités rectores de l'Université du Burundi sont en train de faire une immixtion dans l'organisation de l'association des étudiants de cette institution. Selon le président du groupe général de ce forum, ces autorités sont en train de manipuler certains étudiants contre les autres soutiennent une candidature au poste de président de la Fraternité des Etudiants de Rumuri. Vital Nshimirimana demande de suspendre les élections au sein de cette association pour mener des consultations afin de trouver une solution adéquate. Il affirme que cette crise qui vient au moment où ici et là dans le pays certains individus affirment qu'ils sont malmenés suite à leur appartenance politique, cela peut engendrer des violences entre les universitaires. Le vice-recteur trouve quant à lui qu'il n'y a pas d'immixtion comme le prétend le président du groupe général du FORSC. D'où Bamderembako, la direction de l'université a un droit de regard sur tout ce qui se passe dans les campus et a l'obligation de maintien de la sécurité. [isanganiro/bonesha] Gouvernance - Le centre indépendant de recherche CIRDI se dit contre la décision de l'OBR de démolir les kiosques du City Market dit chez Siyoni et de prendre toutes les marchandises qui s'y trouvaient à l'absence des propriétaires. Selon le représentant général de ce centre, cette action est critiquable de la part de tout observateur. Masabo Ernest trouve que toutes les autres voies n'avaient pas encore été explorées pour qu'il y ait intervention musclée. Il constate que les deux partis et surtout l'OBR doivent dialoguer. [bonesha/rtr]- L'union des femmes du parti UPD Zigamibanga se dit inquiète de la situation dans laquelle se trouvent les femmes commerçantes de pagnes du City Market après que l'OBR ait saisi les pagnes qu'elles vendaient. Selon ces femmes, les commerçants du City Market sont pour la plupart des victimes de l'incendie du marché central au mois de janvier dernier et elles avaient trouvé refuge dans ce City Market pour essayer de faire survivre leurs familles. Elles demandent au gouvernement et à l'OBR de trouver vite une solution à cette situation qui, selon elles, ne profite à personne. Elles demandent aussi à toute personne de crier et dénoncer cela et d'aider à la recherche de cette solution. [isanganiro/bonesha/rtr]- L'OBR quant à lui vient de sortir un communiqué dans lequel il fait savoir qu'il suit de près les informations qui circulent en rapport avec cette question. Il explique son action par le fait que les commerçants de ce marché avaient refusé qu'une vérification soit opérée quant aux marchandises qu'elles détiennent conformément aux recommandations du ministre des finances. Ainsi, il demande à tous les commerçants dont les marchandises ont été saisies de venir faire cette déclaration au siège de cet office et de payer tous les impôts et taxes y relatives et cela dans un délai ne dépassant pas deux semaines à compter du 28 courant. [isanganiro/bonesha/rtnb/rtr] Sécurité - Une femme a tué son propre mari à l'aide des coups de couteaux l'après-midi de ce mardi dans le secteur Muyange de la zone Gatumba dans la province de Bujumbura. Selon des sources sur place, des histoires en rapport avec l'infidélité conjugale seraient à l'origine de ce meurtre. Selon toujours ces sources, le mari accusait souvent et ouvertement sa femme d'infidélité ce qui l'aurait irrité jusqu'à commettre ce forfait. L'association militant pour la protection des hommes plus de protection des hommes en détresse puisque eux aussi subissent des traitements cruels. [isanganiro/bonesha/rtnb/rtr]